

## MONDE

**Le plan PAULSON adopté par le Sénat américain...** Le Sénat américain a finalement voté le plan de sauvetage du système bancaire de 700 milliards de dollars proposé par le secrétaire au Trésor, Henry PAULSON. L'administration BUSH a légèrement modifié son plan, introduisant une augmentation de la garantie par l'Etat des dépôts des clients dans les banques, le plafond garanti passant de 100.000 à 250.000 dollars. Des crédits d'impôts à la classe moyenne et aux entreprises ont également été introduits. Baptisé « Loi sur la stabilisation économique d'urgence de 2008 », le texte est soumis ce vendredi au vote la Chambre des représentants, qui l'avait rejeté lundi à 228 voix contre 205, faisant brutalement chuter Wall Street et les Bourses mondiales. Le projet de loi propose une application du plan de sauvetage jusqu'au 31 décembre 2009. Sa durée pourra toutefois être étendue à la demande du gouvernement, pour un maximum de deux ans après l'adoption de la loi.

**La récession s'installe en France ?** Croissance réduite à seulement 0,9% au second semestre 2008, pouvoir d'achat rongé par l'inflation et la faiblesse du marché du travail, crise immobilière : la France subira cette année de plein fouet l'impact de la crise internationale, prévoit l'Insee. Même si l'Institut juge pour l'instant prématuré d'employer le terme de « récession », le PIB de la France devrait continuer à diminuer, perdant 0,1 point aux 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres après une baisse de 0,3 point au 2<sup>ème</sup> trimestre. Le gouvernement a annoncé une mobilisation de 22 milliards d'euros pour le financement des PME, afin de prévenir les risques d'assèchement du crédit causés par la crise financière internationale.

**Et en Europe ?** Un sommet réunissant les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Allemagne, de l'Italie, du Royaume-Uni et de la France, ainsi que le Premier Ministre du Luxembourg, président de l'Eurogroupe, le président de la Commission Européenne et le président de la Banque centrale européenne, se tiendra ce samedi 4 octobre après midi au Palais de l'Élysée. Ils vont tenter d'élaborer une réponse commune à la crise financière mondiale, malgré les profondes divergences apparues entre eux sur les moyens à engager pour sauver leurs banques.

**Pour la Commission européenne**, un plan de sauvetage généralisé comme aux Etats-Unis reste exclu en l'état : « *Je confirme que compte tenu de la situation, les réflexions ne sont pas finies, pas épuisées* » sur les initiatives européennes prévues face à la crise, « *c'est dans la logique de l'action* », a déclaré Johannes LAITENBERGER son porte parole.

**La Banque centrale européenne (BCE)** a continué d'injecter massivement des liquidités à des banques toujours aux abois. Plus de 400 banques ont participé à l'opération, demandant un total de 228 milliards, a précisé la BCE. Par ailleurs, le conseil des gouverneurs a choisi « *à l'unanimité* » de conserver le principal taux directeur à 4,25%, mais M. TRICHET estime que désormais les risques inflationnistes ont « *diminué* », mais « *pas disparu* ».

## EUROPE

**Principaux rendez-vous de la présidence française** du Conseil de l'Union européenne pour le mois d'octobre, qui sera marquée par l'intervention du Président de la République, N. SARKOZY :

6/10 : Réunion de l'Eurogroupe, à Luxembourg.

8/10 : Conseil de partenariat permanent des ministres de l'Energie UE/Russie, à Paris.

9 et 10/10 : Conseil transports, télécommunications et énergie, à Luxembourg.

13 et 14/10 : Conseil Affaires générales - Relations extérieures, à Luxembourg.

16/10 : Réunion des ministres sur la pauvreté et l'exclusion sociale, à Marseille.

20 et 21/10 : Conseil Environnement, à Luxembourg.

29/10 : Conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'eau, en Jordanie.

**Parlement européen.** Session plénière additionnelle à Bruxelles les 8 et 9 octobre. Par ailleurs, le groupe socialiste à l'Assemblée nationale a annoncé une réunion des présidents des groupes parlementaires socialistes et sociaux-démocrates de l'Union européenne les 6 et 7 octobre à Paris.

Une conférence de presse commune de Martin SCHULTZ, président du groupe socialiste au Parlement européen et Jean-Marc AYRAULT, président du groupe soc. à l'Assemblée le 7 octobre.

**SOLANA en Georgie :** « *L'objectif est de permettre aux forces russes de se retirer* ». Le Haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité commune, en visite en Géorgie, s'est dit « *optimiste* » sur le respect du plan de paix qui doit aboutir au retrait des forces russes de ce pays, hors territoires séparatistes, d'ici le 10 octobre. « *Je veux clarifier la situation. Nous commençons demain, mais tout le déploiement n'aura pas lieu demain. Il se fera étape par étape* », a précisé Javier SOLANA.

**Bavière.** Le chef des conservateurs bavarois, Erwin HUBER, a démissionné, tirant les conséquences d'une débâcle électorale tandis que les députés de son parti annonçaient leur intention de le remplacer par le ministre de l'Agriculture Horst SEEHOFER. La direction de l'Union chrétienne sociale (CSU) a également exprimé le souhait que M. SEEHOFER devienne le chef de file du parti pour les élections législatives à l'automne 2009.

## AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

**PALIN s'en sort mieux que prévu, mais BIDEN gagne.** Les candidats à la vice-présidence des Etats-Unis, Joe BIDEN et Sarah PALIN ont sauvé l'essentiel en évitant toute gaffe majeure lors de leur débat télévisé. Le gouverneur de l'Alaska, jouant à fond sur son image d'Américaine ordinaire et mère de famille, a su se montrer pugnace face à son adversaire démocrate Joe BIDEN, un pilier de la vie politique américaine, parlementaire depuis 35 ans et président de la puissante commission des Affaires étrangères du Sénat. A l'issue du débat qui a duré 90 minutes et qui était retransmis sur les principaux réseaux télévisés américains, les deux camps se sont empressés de revendiquer la victoire. Selon des sondages de CNN et CBS, M. BIDEN est sorti vainqueur du face à face mais notait CNN, 84% des téléspectateurs estimaient que Mme PALIN s'en était tirée mieux que prévu.

## POLITIQUE INTÉRIEURE

**Les parlementaires UMP à Antibes : GUAINO jette un froid.** « *Malencontreux* », « *irresponsable* » : les propos d'Henri GUAINO selon lesquels les critères de Maastricht « ne sont pas la priorité des priorités » dans cette période de crise financière ont provoqué une levée de boucliers des députés UMP réunis pour leurs journées parlementaires. La « *plume* » du chef de l'Etat, partisan du « non » lors du référendum de 1992 sur le traité de Maastricht, a estimé que la règle qui limite à 3% du PIB le déficit public n'était pas actuellement « *la priorité des priorités* ». « *Ce sont des règles de temps ordinaires et pas des règles de crise* », a estimé le conseiller, pour qui « *la priorité est de sauver le système bancaire mondial et (...) les économies des citoyens* ».

**Congrès du PS : 6 motions déposées.** Les militants voteront le 6 novembre dans les sections pour les départager. Issus de l'actuelle majorité du parti, M. Bertrand DELANOË, Mmes Martine AUBRY et Ségolène ROYAL ont rendu public le texte de leurs motions respectives (motions A, D, et E). Les autres motions ont été déposées par Benoît HAMON, le « pôle écologiste » et le courant Utopia.

**Création d'un Conseil politique autour de Martine AUBRY.** Il s'est réuni pour la première fois dans des locaux de l'Assemblée nationale et doit se tenir toutes les semaines. Qui ? Une trentaine de responsables socialistes : par exemple, les présidents des régions Ile-de-France, Jean-Paul HUCHON, et Nord-Pas-de-Calais, Daniel PERCHERON, le premier secrétaire de la fédération du Nord Gilles PARGNEAUX, des proches de Mme AUBRY comme l'ancien ministre Marylise LEBRANCHU et la maire de Reims Adeline HAZAN. Etaient aussi présents, parmi d'autres, le député de Saône-et-Loire Arnaud MONTEBOURG, l'ancien premier ministre Laurent FABIUS et son « lieutenant » Claude BARTOLONE, les députés strauss-kahniens Jean-Christophe CAMBADELIS et Sandrine MAZETIER, l'ex-président du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) David LEBON.

**France - Inde : un 8<sup>ème</sup> jalon.** La France signe, avec l'Inde, son 8<sup>ème</sup> accord de coopération nucléaire civile depuis l'arrivée de M. SARKOZY à l'Elysée. Neuf mois après la visite du président de la République en Inde, Nicolas SARKOZY et le Premier ministre indien Manmohan SINGH ont signé un accord très attendu de coopération nucléaire civile. Le groupe Areva espère commencer rapidement des négociations pour la livraison de deux de ses réacteurs de nouvelle technologie EPR.

**Frégates à Taïwan : pas de vague.** Une ordonnance de non-lieu général a été rendue dans l'enquête sur le versement d'éventuelles rétrocommissions lors de la vente de six frégates françaises à Taïwan en 1991. Un point final à un débat politico-juridique qui durait depuis des années.

**Arbitrage : excès de pouvoir ?** Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale a déposé « *un recours devant le Conseil d'Etat pour excès de pouvoir* » contre la décision du ministre de l'Economie Christine LAGARDE de recourir à l'arbitrage dans l'affaire Tapie/Crédit lyonnais et de ne pas contester la sentence rendue. Les socialistes estiment que la procédure de recours à l'arbitrage « *était légalement inappropriée et que le refus de la ministre de faire appel a gravement lésé les droits et les intérêts de l'Etat dont elle a la responsabilité* ».

## PARLEMENT

### Assemblée nationale

**80<sup>ème</sup> anniversaire de la V<sup>ème</sup> République.** Bernard ACCOYER, Président de l'Assemblée nationale, a invité plusieurs anciens Premiers ministres dans l'hémicycle du Palais-Bourbon pour l'ouverture de la session ordinaire. Parmi les invités assis sur les bancs du gouvernement, figuraient les Premiers ministres socialistes Pierre MAUROY, Lionel JOSPIN, et les UMP Jean-Pierre RAFFARIN et Dominique de VILLEPIN. En revanche, ni Laurent FABIUS, Michel ROCARD, Alain JUPPE, ni Edith CRESSON n'étaient présents. L'ancien président du Conseil Constitutionnel Robert BADINTER, ancien garde des Sceaux, et l'ancienne ministre Simone VEIL, ancien membre du Conseil constitutionnel, étaient également présents, ainsi que le président sortant du Sénat Christian PONCELET (UMP), et M. Patrick OLLIER (UMP).

**Renouvellement du bureau de l'Assemblée.** Ont été élus ou réélus vice-présidents : Marc LAFFINEUR, député (UMP) du Maine-et-Loire (réélu), Marc LE FUR, député (UMP) des Côtes-d'Armor (réélu), Catherine VAUTRIN, députée (UMP) de la Marne, Rudy SALLES, député (Nouveau Centre) des Alpes-Maritimes (réélu), Alain NERI, député (SRC) du Puy-de-Dôme, jusqu'alors secrétaire de l'Assemblée nationale, et Mme Danièle HOFFMAN-RISPAL, député (SRC) de Paris. Les trois questeurs sortants, Richard MALLIE, député (UMP) des Bouches-du-Rhône, Philippe BRIAND, député (UMP) d'Indre-et-Loire, et Marylise LEBRANCHU, députée (SRC) du Finistère, ont été reconduits.

**Les missions des parlementaires.** Henri PLAGNOL, député (UMP) du Val-de-Marne et Jean GLAVANY, député (PS) des Hautes-Pyrénées, ont été chargés d'une mission d'information « *sur la situation en Afghanistan* ». Fabienne KELLER, sénateur du Bas-Rhin, et Alain FOUICHE, sénateur de la Vienne, sont nommés parlementaires en mission auprès de Christine LAGARDE.

### Sénat

**Gérard LARCHER, 2<sup>ème</sup> personnage de l'Etat.** Sans surprise, l'ancien ministre du Travail, Maire de Rambouillet et ancien RPR, candidat du Groupe UMP désigné par primaire la semaine dernière, a été élu Président du Sénat, dès le premier tour de scrutin, avec 173 voix. 339 votants (sur 343). La totalité des voix de la majorité sénatoriale était de 189 (majorité absolue à 172). 134 pour le candidat socialiste Jean-Pierre BEL, qui n'a pas non plus bénéficié de l'ensemble des voix de l'opposition, qui compte 149 sièges. Outre les 19 voix qui se sont portées sur M. GARREC, et les 2 voix obtenues par Jean-Pierre RAFFARIN (qui n'étaient pas candidats), il y a eu 11 votes blancs ou nuls. Jean-Louis SCHROEDT-GIRARD, jusqu'alors directeur du service de la trésorerie du Sénat, dirigera le cabinet du nouveau président.

**Nouvelle composition des groupes politiques après le 21 septembre.** La gauche (PS, PCF, PRG et DVG) représente désormais, avec 149 sièges, 44,6% de l'effectif total. Le Sénat compte désormais 343 membres, quelque 12 sièges ayant été créés lors du dernier renouvellement. Le groupe socialiste, présidé par Jean-Pierre BEL, est passé de 95 membres à 116 (103 membres, 8 apparentés, et 5 rattachés). Le groupe UMP, présidé par M. Henri de RAINCOURT, reste cependant le plus important de la Haute Assemblée, avec 151 membres (137 membres, 4 apparentés, et 10 rattachés), contre 159 avant le renouvellement.

**Le RDSE, plus vieux groupe parlementaire, survit au renouvellement.** Il reste à 17 membres. Ce groupe, présidé par Yvon COLLIN, compte neuf PRG, trois anciens socialistes (Michel CHARASSE, Robert TROPEANO et Jean-Pierre PLANCADE), Jean-Pierre CHEVENEMENT et Daniel MARSIN. Aymeri de MONTESQUIOU est le seul radical valoisien à être resté au groupe. En revanche, Nathalie GOULET a rejoint le groupe UC, présidé par Michel MERCIER. Le groupe UC, qui comptait 30 membres avant le renouvellement, en comptera désormais 29. Le groupe CRC, que préside Nicole BORVO COHEN-SEAT, sénateur de Paris, reste inchangé, avec 23 membres. La réunion administrative des sénateurs non-inscrits, comptera désormais 7 membres, contre 6 auparavant : Gaston FLOSSE, réélu en Polynésie, a en effet quitté l'UMP, dont il n'avait pas l'investiture, pour rejoindre les non-inscrits.

**Bureau du Sénat : les candidats de l'UMP.** Jean-Claude GAUDIN, sénateur des Bouches-du-Rhône, conservera sa vice-présidence, tout comme Roland du LUART. Monique PAPON, sénateur de Loire-Atlantique, a été désignée, ainsi que l'ancien ministre Roger ROMANI, sénateur de Paris. Pour les postes de questeurs, le groupe UMP a reconduit René GARREC, sénateur du Calvados, et désigné en outre Philippe RICHERT, sénateur du Bas-Rhin, vice-président sortant

## CONSEIL DES MINISTRES

**Projets de loi.** Accords avec la Chine, le Kenya et la Guinée en matière de protection réciproque des investissements. / Création de l'Agence de services et de paiement et de l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer et simplification du droit de l'agriculture, de la pêche maritime et de la forêt.

**Décret.** Rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation.

**Communications.** L'État exemplaire dans le domaine du développement durable. / Les mesures au titre de la solidarité nationale. / **Le livre blanc sur la politique étrangère et européenne de la France.** « Une nouvelle organisation du ministère des affaires étrangères et européennes verra le jour début 2009 », avec notamment la « création d'une direction générale de la mondialisation et d'une direction de la prospective ». A prévoir, la « réorganisation des réseaux à l'étranger », afin qu'ils soient « pleinement interministériels » et la proposition de « différenciation des ambassades, en les répartissant en trois groupes : à missions élargies, à missions prioritaires et à missions spécifiques ». Mises en œuvre au cours des trois prochaines années.

## ÉCONOMIE - DÉFENSE

**Chômage : très forte hausse ; une mauvaise situation pour un an** selon le Gouvernement. En août : + 2,2% (+41.300 personnes) du nombre d'inscrits à l'ANPE en catégorie 1 par rapport à juillet, soit 1,946 million au total. La France se retrouve quasiment avec le même nombre de chômeurs inscrits à l'ANPE qu'en septembre 2007 et se rapproche de la barre symbolique des 2 millions. Le chômage, massif depuis environ 30 ans, avait connu une décrue depuis début 2006.

**Moins de pétrole.** La consommation de carburants en France a subi une chute de 9,7 % au mois d'août par rapport à août 2007, liée à la flambée des cours du pétrole.

**Moins de chantiers.** Le nombre de mises en chantier de logements en France a reculé de 13,1 % sur la période juin-août par rapport à la même période de 2007, pour atteindre 106.689, selon le ministère du Logement. Le nombre de permis de construire a baissé de 19,6 %, à 118.988 unités.

**La dette publique française s'est alourdie à 1269 milliards d'euros cet été.**

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**« 7 à 9 députés » des Français de l'Étranger.** C'est l'estimation d'Alain MARLEIX, secrétaire d'Etat, devant la commission des lois de l'Assemblée nationale où il présentait ses projets de loi sur la création de ces sièges et le redécoupage des circonscriptions législatives françaises. Il a précisé que cette élection en 2012 aurait lieu « au scrutin majoritaire à deux tours » expliquant : « le scrutin proportionnel ne permettrait pas de représenter les Français établis hors de France par un député qui leur soit attaché ». Quant au nombre de députés, il sera fixé « en fonction du nombre de Français immatriculés à l'étranger. C'est l'immatriculation volontaire qui servira de référence. Elle sera corrigée à la baisse par le nombre de personnes inscrites en France ».

**L'Assemblée des Français de l'Étranger a souhaité 12 députés** et le scrutin proportionnel. Si le scrutin majoritaire à deux tours était retenu par la loi, en raison des difficultés matérielles liées à l'éloignement le 2<sup>nd</sup> tour pourrait se tenir 3 semaines après le 1<sup>er</sup> tour. Une telle dérogation existe déjà pour certains DOM-TOM.

**L'Europe en mouvement :** L'initiative de la Commission de l'UE de l'Assemblée des Français de l'Étranger a été un réel succès. Elle a réuni au Quai d'Orsay plus de 160 personnes venues de 24 pays de l'UE. Plusieurs personnalités y ont participé : Bernard KOUCHNER, Xavier BERTRAND, Alain LAMASSOURE, Jacques BARROT, Gérard DEPREZ, ministre d'Etat belge, Rodi KRATSA-TSAGAROPOULOS, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente du Parlement européen et Pat COX, l'ancien Président du Parlement européen.

**La déclaration de Paris a été adoptée par consensus.** Parmi les demandes, à noter « *la création d'une force européenne de protection civile* » et la création d'un « *référént européen. un guichet administratif européen personnalisé* » au sein des administrations nationales, régionales et/ou locales. [http://www.assemblee-afe.fr/IMG/File/DECLARATION%20DE\\_PARIS\\_-%20AMD%20AFE.doc](http://www.assemblee-afe.fr/IMG/File/DECLARATION%20DE_PARIS_-%20AMD%20AFE.doc)

**Etats Généraux de l'Enseignement français à l'étranger.** Ils se sont tenus au Quai d'Orsay. Outre les témoignages très positifs d'anciens élèves étrangers à travers le monde, les débats ont surtout porté sur les problèmes de financement de l'enseignement à l'étranger et en particulier le financement de la prise en charge de la scolarité dans les classes de Lycées et de l'éventuel développement du réseau face à la demande. 163.765 élèves, dont 75.463 Français scolarisés dans le réseau de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE). + 4.529 en 2006 + 5.088 en 2007. Les participants ont entériné les travaux de la commission sur l'enseignement.

**Un consensus s'est établi** pour l'envoi d'une délégation conduite par le Ministre Bernard KOUCHNER pour présenter et proposer au Président de la République un plan d'adaptation de la mesure de prise en charge des frais de scolarité. Les idées avancées sont, dans un premier temps, la limitation de la mesure aux classes de Terminale, Première et Seconde, la réalisation d'un bilan et l'étude d'un éventuel plafond maximum des revenus et d'une limitation du remboursement pour les frais de scolarité très élevés de certains Lycées.

## SANTÉ – SOCIÉTÉ

**Passeport et carte d'identité plus chers.** Le projet de budget 2009 prévoit une hausse des tarifs des passeports, qui deviennent biométriques, de 29 euros pour les adultes et de 15 euros pour les 15-18 ans. Ainsi le prix d'un passeport pour un adulte passe de 60 à 89 euros et de 30 à 45 euros pour les 15-18 ans. Pour les moins de 15 ans, dont le passeport était jusqu'à présent gratuit, il en coûtera 20 euros. Pour la carte d'identité, qui devient elle aussi biométrique, sa délivrance reste gratuite mais son renouvellement en cas de perte ou de vol plus de douze mois avant la date d'expiration sera désormais facturé 25 euros, selon le journal les Echos.

**Dexia change de têtes.** Pierre RICHARD et Axel MILLER quittent leurs fonctions respectives de président du conseil d'administration et administrateur délégué, président du comité de direction de Dexia. Axel MILLER a renoncé à ses indemnités de départ à la demande de la ministre de l'Economie Christine LAGARDE qui a conditionné la recapitalisation de la banque franco-belge à l'abandon de ces indemnités de 3,7 millions d'euros.

## CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

**Nicolas SARKOZY lance les Etats généraux de la presse écrite.** A quoi doivent servir les aides publiques de l'Etat ? A atteindre les buts fixés, c'est-à-dire assurer la distribution de chaque publication. « *Si ce n'est pas le cas, on change les règles* » a dit le Président de la République, qui s'est posé en défenseur de la presse écrite d'opinion.

## CARNET

### Nominations

**Stanislas LEFEBVRE de LABOULAYE** se verrait confier le poste d'ambassadeur auprès du Saint-Siège.

**Olivier WEBER**, grand reporter au service « monde » du Point, nommé ambassadeur, chargé de la lutte contre la criminalité organisée.

**Philippe VASSEUR**, ancien ministre Président de l'Ecole supérieure de journalisme de Lille.

**Alain LOMBARD**, ancien collaborateur de Jacques TOUBON, et **Denis LOUCHE**, ancien conseiller de coopération et d'action culturelle au Caire, sont nommés directeurs régionaux des affaires culturelles-DRAC respectivement en Rhône-Alpes et en Alsace.

**David KESSLER**, directeur général délégué chargé de la stratégie et des contenus auprès du président de Radio France, ancien directeur de France Culture, présidera le Forum des images.

**Patrick MILLE**, directeur des services administratifs et financiers du Premier ministre.

**INFOS Hebdo. Copyright :** Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

**Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)